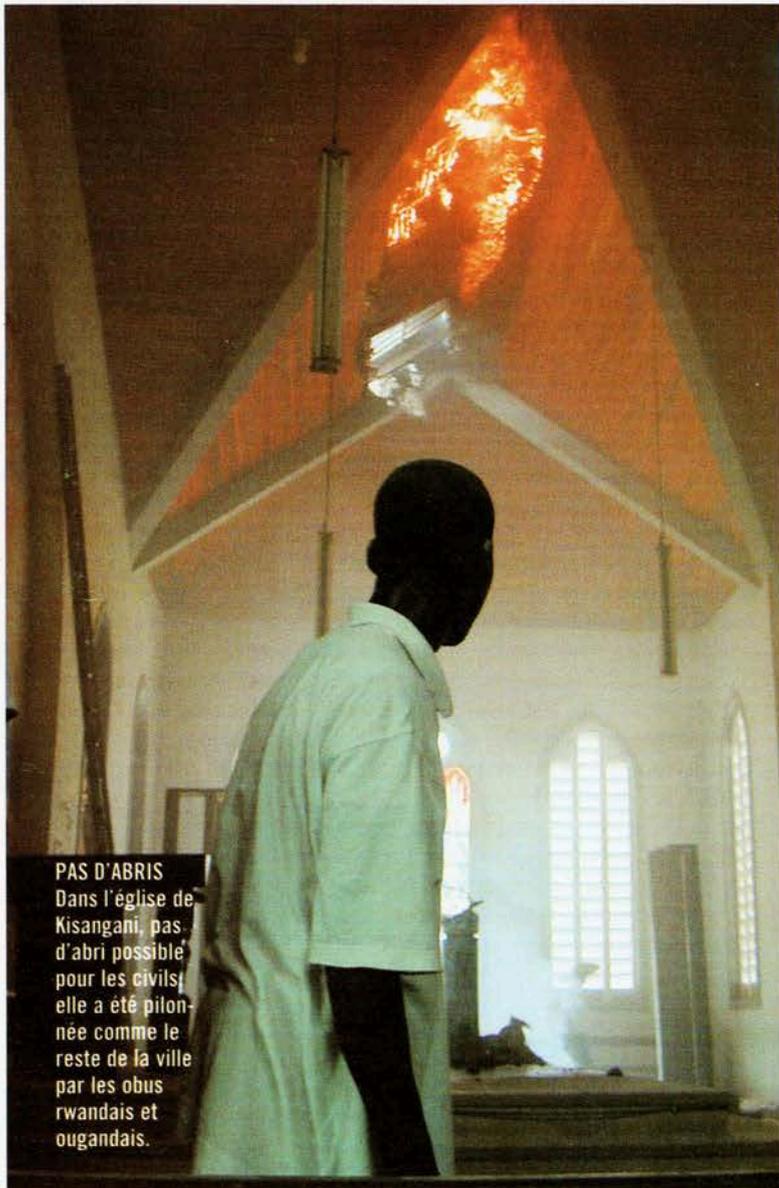




Après avoir mis Kisangani, troisième ville du Congo, à feu et à sang, le Rwanda et l'Ouganda vont-ils se retirer sous

Kisangani: les civils paient



PAS D'ABRIS
Dans l'église de Kisangani, pas d'abri possible pour les civils: elle a été pilonnée comme le reste de la ville par les obus rwandais et ougandais.

Kisangani, deuxième ville diamantaire du Congo, est une proie de choix pour les différentes armées d'occupation du Congo qui s'entre-déchirent pour son contrôle. Pour l'heure, il n'y a officiellement que 160 morts et 1200 blessés. Mais le bilan se chiffre sans doute en milliers de tués. Et Kisangani est vide et morte.



LA RETRAITE DES SOLDATS

Les troupes se sont éloignées de la ville, laissant les cadavres de soldats, mais elles n'ont pas quitté le Congo. Kisangani reste donc menacée.

Sur l'échiquier, six pions. En fait, six pays: Congo, Rwanda, Ouganda, Namibie, Angola, Zimbabwe. D'un côté: le Rwanda et l'Ouganda. De l'autre côté, les autres. A Kisangani, les alliés d'hier, Rwandais et Ougandais, se déchirent aujourd'hui. Sur l'échiquier, un seul enjeu: le diamant.

C'est dans cette quête au diamant que, ces dernières semaines, les troupes rwandaises et angolaises ont mené un duel d'artillerie intense. Les témoins rapportent qu'en général, les obus, tirés trop loin ou trop court, manquaient systématiquement leurs cibles militaires et tombaient sur les civils...

Pour comprendre ce qui se passe actuellement au Congo, il faut remonter à 1998. Il y a deux ans, Laurent-Désiré Kabila vient à peine de s'installer aux commandes du Congo avec l'aide des armées rwandaises et ougandaises. Bientôt, ce soutien étranger devient encombrant pour Kabila. Il invite ces armées à rentrer chez elles. Mais en 1998, les Ougandais et les Rwandais appuient plus ou moins secrètement une rébellion dans l'est du Congo.

Objectif de ces deux pays: empêcher que la région des Lacs serve de base arrière à la guérilla hutue, nostalgique du génocide, qui lance régulièrement des raids meurtriers anti-tutsis au Rwanda.

Devant l'avancée rapide de la rébellion armée par le Rwanda et l'Ouganda, l'armée de Kabila, sous-équipée, ne fait pas le poids. La ville de Kisangani est vite prise. Mais bientôt, c'est le pays entier qui est menacé d'être pris par les forces rebelles. Kabila n'a d'autre choix que de faire appel à des pays africains amis. Le leader congolais crée une certaine surprise dans la communauté internationale en obtenant le soutien militaire massif de l'Angola, la Namibie et le Zimbabwe. Immédiatement, la percée des rebelles est stoppée.

Des diamants pour Kabila

Très rapidement, il apparaît que le prix à payer par Kabila pour l'aide de ses "amis" se chiffre en diamants. Dès le début de son aventure, Laurent-Désiré Kabila a mis la main sur les mines de Mbuji-Mayi, capitale mondiale du diamant. En pleine

le prix du diamant

conquête du pays, il prélève immédiatement chez les propriétaires de l'époque, la Miba, un "impôt de guerre". Kabila comprend que seul le diamant, dont l'exploitation est rapide et facile (le diamant se prêtant à tous les trafics occultes), permettra de financer l'effort de guerre. Le "gâteau" du diamant de Mbuji-Mayi est donc partagé. Avec des Zimbabwéens, les responsables politiques et militaires congolais ont créé un consortium, "Oryx diamond" qu'il est question d'introduire à la Bourse de Londres. Les Namibiens et les Angolais ont obtenu d'autres concessions à Mbuji-Mayi.

Les Rwandais et les Ougandais, dans l'autre camp, ont voulu mettre la main sur le diamant de Kinsangani. A tout prix... Ce centre diamantifère qui rapporterait annuellement la bagatelle de 1,5 milliards de francs belges.

Le château-fort de Kinsangani

C'est donc pour le diamant, par-dessus la tête des populations civiles et

de la Monuc (Mission des Nations unies pour le Congo) que le conflit entre les frères devenus ennemis, a éclaté. Par des pilonnages à l'arme lourde, les armées rwandaises et ougandaises ont vidé Kinsangani de tous ses habitants. Ceux qui ne se sont pas enfuis dans la forêt, omniprésente et finalement plus sûre que la ville, ont trouvé refuge à la procure de Kinsangani. Depuis une dizaine d'années, ce quasi "château-fort" barré par un pont-levis, fief de monseigneur Monsenghwo, est le refuge ultime de la population en cas de troubles et d'émeutes. Régulièrement, c'est le seul endroit de la ville où l'on trouve de l'électricité, donc un téléphone, un fax, une télé, un frigo (et donc des médicaments), et des réserves de nourriture. Cette fois encore, certains habitants de Kinsangani s'y sont retrouvés, espérant y recevoir un peu de nourriture et de l'eau fraîche. Les autres habitants de la ville doivent boire l'eau brune du fleuve Congo, bouillon-

nante en aval des chutes Wagenya (ex-Stanley) qui, déjà, charrient des cadavres en décomposition.

Kinsangani démilitarisée

Après d'innombrables cessez-le-feu non respectés, des avancées et des reculs, les forces rwandaises ont pris le dessus sur les ougandaises. Ces dernières ont dû reculer, malgré leur supériorité numérique ainsi que le soutien d'anciens militaires de la DSP, la célèbre garde présidentielle de Mobutu, de sinistre mémoire.

Après cette victoire, les Rwandais ont décidé leur retrait unilatéral de Kinsangani et exigé la démilitarisation de la ville: son contrôle est confié aux Nations unies qui, après deux semaines d'abandon, peuvent reprendre le rôle qu'elles s'étaient assigné.

L'Onu reprend donc l'initiative. Dans un rapport, son secrétaire général Kofi Annan a recommandé au Conseil de Sécurité d'exiger, sous peine de recours à la force, le

retrait des troupes rwandaises et ougandaises. Des forces des Nations unies seraient déployées dans la zone en vertu des accords de Lusaka.

Ces accords, signés sous l'égide des Nations unies par toutes les parties prenantes au conflit, en juillet 1999, prévoient notamment le déploiement d'une mission de l'Onu pour le maintien de la paix et le retrait ordonné de toutes les forces étrangères du territoire congolais.

Répondant à l'ultimatum de l'Onu, le président ougandais Yoweri Museveni a déclaré que ses troupes pourraient se retirer du Congo "en une semaine, à partir de demain". Mais il a subordonné cette décision à un retrait de tous les autres protagonistes signataires de l'accord de Lusaka.

Or, la plupart des observateurs doutent qu'un tel retrait soit d'actualité. Car le gouvernement de Kabila s'apprête à "détruire totalement" les forces du Mouvement de libération du Congo dirigé, de l'intérieur des frontières du Congo, par Jean-Pierre Bemba. Il est moins que certain que la paix soit d'actualité dans l'est du Congo.

Jean-Marc Veszely.

La réunification des deux Corées plus que jamais à l'ordre du jour

M.Kim et M.Kim se sont reconnus

Le sommet de Pyong-Yang inaugure peut-être une détente durable entre les deux Corées, en tout cas, Le "Cher dirigeant" de la Corée du Nord en fut l'incontestable star.

Un tiers des Coréens s'appellent Kim, qu'ils soient au Nord ou au Sud. Kim Dae-jung et Kim Jong-il sont tous les deux des enfants de la dictature. Le Kim du Sud fut persécuté par le régime "autoritaire" instauré au lendemain de la guerre à Séoul. Le Kim du Nord est le fils de son père, Kim il-Jung, dictateur à la biographie incertaine. La vie de Kim Dae-jung ne fut pas facile.

Fils de pauvres, originaire d'une petite île du Sud-Ouest, il se lança tout jeune en politique. Opposant hâï (ce qui à cette époque était un pléonasme), Kim risque la mort constamment. Dans cette lutte contre les régimes militaires qui se



VELETTE
Les deux Kim enlacés, mais le «cher dirigeant» de la Corée du Nord est apparu comme la véritable vedette de ce sommet.